



Déclaration liminaire de la CGT Finances Publiques CTL du 22 janvier 2019

Monsieur le Président,

Nous sommes à nouveau réunis pour discuter une fois de plus des suppressions d'emplois.

Il s'agit bien d'en discuter et non d'en débattre puisque le choix de supprimer des emplois est désormais connu tant dans le volume que dans les structures concernées. 12 emplois de supprimés, l'exercice devient de plus en plus compliqué pour des directions qui, au passage, l'assume plus ou moins.

Je sais que vous allez nous dire que la décision est éminemment politique, que ce n'est pas une responsabilité directe de la DGFIP et des DDFIP qui doivent bien appliquer les choix des ministres ! Nous connaissons si je puis me permettre « le refrain » et les personnels aussi qui voient bien le résultat de ces politiques successives .

Moins 12 emplois dans le département ! 1 A/ 5 B et 6 C

Ce sont les agents C et B les plus impactés, ce sont aussi les services de proximité, trésoreries rurales et SIP et SIE

Avec la mise en place du PAS et avec l'augmentation de la fréquentation à venir à n'en pas douter, ces services auraient plutôt besoin de personnels supplémentaires et de soutien.

Mais les faits sont là ! Les agents souffrent, et ils avancent désormais au bâton puisqu'il n'y a plus de carotte ou si peu et que celle-ci est instaurée pour diviser.

L'exemple des 200 euros est là pour le démontrer ! Alors que les services sont au bord de l'implosion, que l'impréparation, les applications défailtantes, la tension liée à l'actualité, le manque de personnel, les déclarations du Ministre mettent en danger tous les agents qui sont tous en première ligne, je vous souhaite bon, courage Monsieur le Directeur pour aller expliquer que les uns recevront une prime d'un montant par ailleurs largement insuffisant et que les autres, ceux-là, devront attendre alors que tous ont participé à l'effort collectif du PAS.

Mais sûrement ne cherchez-vous pas à l'expliquer après tout on ne cherche même plus à expliquer, on impose !

Depuis des années, les agents de la DGFIP se sont adaptés à des changements majeurs et perpétuels en faisant preuve d'une conscience professionnelle et d'un attachement au service public hors du commun. Cette prime doit donc être revalorisée et accordée à tous !

Les nouvelles suppressions d'emplois auront pour conséquence la multiplication des restructurations, davantage de désorganisation, le resserrement du réseau c'est peu de le dire et la mise en pièce des droits des agents. La mise en place des agences comptables que vous soutenez, entérine la fin du comptable public. Et personne ne s'en offusque ! Certains même peuvent s'en féliciter après tout, l'exercice n'en sera que plus simple.

Ces nouvelles suppressions c'est aussi la mise en danger des agents que ce soit collectivement ou individuellement.

Cela constitue un risque psychosocial majeur. Les agents n'ont plus les moyens d'accomplir l'ensemble de leurs missions dans des conditions de travail garantissant leur santé et leur sécurité. Comment aller vous régler une situation qui pousse les agents dans le désarroi, la déprime, le burn-out ? Quelles sont vos réponses ?

A n'en pas douter, ce CTL « emploi » sera sur ce point aussi exemplaire que les précédents, puisque les suppressions d'emplois y seront entérinées quels que soient les arguments et le vote des élus. Ce qui n'empêchera pas la CGT Finances Publiques de voter une fois de plus contre ces suppressions d'emplois !

Mais nous vous l'avons déjà exprimé dans la dernière déclaration liminaire la colère gronde dans le pays, elle ne diminue pas et chez les fonctionnaires elle grandit.

Depuis des années, les fonctionnaires font face à une baisse du pouvoir d'achat, gel de la valeur du point d'indice, refus de prendre en compte la reconnaissance des qualifications, refus de prendre en compte la cherté de la vie.... Chez les fonctionnaires aussi nous le savons, il y a des travailleurs pauvres et à la DGFIP aussi.

Les agents voient bien au quotidien, les difficultés pour remplir leurs missions. Ils voient bien aussi le lien se déliter entre l'État et les citoyens, la déshérence des territoires, le recul des services publics, qui laisse une partie de la population isolée bien loin des préoccupations parisiennes .

Tout cela les agents le voient et le vivent aussi ! Et vous ne leur répondez rien ! Ou plutôt si, l'impréparation, la cacophonie , les décisions arbitraires, les menaces, ou alors les petites récompenses mais surtout un avenir qui laisse craindre le pire quant au rôle, à la présence, au contenu de notre service public.

La CGT Finances Publiques dans ce contexte social qui s'interroge sur la justice fiscale, le pouvoir d'achat, les solidarités, la présence des services publics, la démocratie, appelle les agents à se faire entendre. Elle poursuivra ses actions résolues contre la baisse des moyens humains et budgétaires, pour un autre service public de la DGFIP et une véritable reconnaissance des personnels, de leur travail et de leurs garanties professionnelles.

Elle appelle donc à la mobilisation de tous !